



USR ACTUALITÉ

SEPTEMBRE 2011 n°61

Édité par l'Union Syndicale des Retraités CGT de l'AUBE
Maison de la CGT, 7 rue Charles DESGUERROIS 10000 Troyes.
Tel : 03 25 73 66 23 Mail : usrcgt.aube@orange.fr

Aube Retraite

EDITO

Crise, endettement se sont les même qui paye

Le rideau qui masquait la scène s'effondre. Les grands discours sur la dette abyssale et la boulimie des français qui dépensent sans compter en prennent un coup : les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 des 6 derniers mois augmentent de 9,5 % et atteignent 46,2 milliards d'euros. **Cela prépare un grand cru se pour les dividendes.** Cela jette un froid après l'annonce des mesures d'austérité qui pressurisent les familles. Les Copé à Meaux, Baroin à Troyes, Juppé à Bordeaux, hiérarques du sarkozysme qui détestent « les assistés » ne lèvent pas le petit doigt quand les entreprises les jettent sur le trottoir. La pauvreté progresse mais qu'importe, ces « bons messieurs », **dans l'Aube comme ailleurs**, augmentent les cantines scolaires, suppriment la gratuité des transports scolaires quand des économistes prévoient des profits de 94 milliards d'euros, (+10 %) pour toute l'année 2011.

La situation est plus dure, plus tendue pour les vulnérables. **C'est inacceptable car injuste !** Décidemment, il n'y a sortie de crise que pour les puissants, l'aggravation de la crise c'est pour les autres.

Pour éviter le séisme financier,

Les retraités ont décidés d'agir. Le 6 Octobre pour l'autonomie et le pouvoir d'achat.

Sur la prise en charge de l'aide à l'autonomie

- Une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie quel que soit l'âge
- La prise en charge par la solidarité nationale, dans le cadre de la Sécurité sociale

- Sur le pouvoir d'achat
- Une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses retraites
- Un minimum de pension au niveau du SMIC
- Une nouvelle modalité d'indexation

Disposition de Distribution pour la journée revendicative du 6 Octobre 2011

Aix en Othe le mercredi 28 Septembre

Brienne le Château le jeudi 29 Sept

St Savine , Bar sur Seine le Vendredi 30 Sept

Troyes, Bar sur Aube le Samedi 1er Oct

Troyes les Chartreux le Dimanche 2 Oct

Sommaire:

- P 1 : Edito –Crise ,endettement se sont les même qui paye, le 6 Octobre journée de lutte
P 2 : plan contre les salariés et les familles
P 3 : Hold-up sur les familles
P 4 : Constat et propositions

Permanence USR Aube tous les lundi après midi

A la Maison de la CGT
7 rue Desguerrois 10000 Troyes
Tél : 0325736623 Répondeur téléphonique
Mail: usrcgt.aube@orange.fr

Pas d'issue de secours

Les dépenses dites « contraintes » sont celles auxquelles on ne peut échapper sans subir des pénalités qui les alourdissent encore: crédits, loyers, eau, électricité, gaz, assurances, dépenses liées aux télécommunications etc.

Ces dépenses ont la particularité d'être souvent prélevées directement sur le compte bancaire en début de mois. On dispose du restant pour vivre jusqu'à la prochaine rentrée et les prochaines ponctions.

En 2006 ces dépenses « contraintes » représentent 45% du budget des ménages contre 41% en 2001. *Inutile d'espérer une amélioration depuis 2006 (dernière année dont les données sont disponibles).*

Cette progression est d'un poids très lourd pour les ménages et touche particulièrement les revenus modestes et intermédiaires comme les foyers les plus jeunes ou monoparentaux (source : Centre d'analyse stratégique).

Ainsi pour ces ménages, le poids du logement bondit de 31% en 2001 à 44% en 2006 celui des assurances de 9% à 15%.

Ces dépenses incompressibles augmentent beaucoup plus vite que les revenus. Pour les ménages aux revenus modestes les dépenses de logement représentent ensemble 46% de leurs dépenses contre 22% en 1979. Pour ceux aux revenus médians, ces postes représentent 38% contre 21% en 1979.

Pour desserrer l'étau la CGT demande entre autres des meilleurs salaires, pensions, minima sociaux, le blocage des loyers et d'autres bases de calcul au niveau des énergies.

En somme à l'opposé de ce qui se pratique. Que l'humain soit prioritaire sur la finance !

Suite page 3

Un plan contre les salariés et les familles (En millions d'euros)

	Entreprises	Familles et salariés	Hauts revenus
Contribution exceptionnelle 			200
Revenus financiers 		520	780
Entreprises 			
Limitation du report des déficits	1 500		
Harmonisation de la contribution solidarité	150		
Taxe sur les véhicules de société	100		
Hausse des cotisations sociales du Secteur de l'énergie	210		
Réduction des allègements pour les heures sup	600		
Hausse de la taxation sur plus values	250		
Suppression de l'abattement sur les bénéfices réalisés dans les DOM	100		
Ménages, salariés 			
Hausse de la TVA pour les parcs à thème		90	
Taxation des Contrats "solidaires et responsables" des mutuelles		1 100	
Réduction de l'abattement pour frais professionnels		550	
Hausse du forfait social		410	
CSG sur le complément de libre choix d'activité		140	
Fin de l'abattement sur plus values immobilières		2 200	
Suppression de certains abattements sur frais professionnels		70	
Hausse de la fiscalité sur alcools forts		340	
Taxe sur boissons sucrées		120	
Hausse du prix du tabac		600	
Total 	2 910	6 140	980

Hold-up sur les Familles

Le plan de rigueur sera supporté essentiellement par les ménages aisés assure François Fillon du haut de sa suffisance. Les chiffres prouvent le contraire.

Les hauts revenus contribueront exceptionnellement à hauteur de 980 millions d'euros (voir tableau); les entreprises elles seront mises à contribution à hauteur de 2 milliards, 900 millions d'euros sous différentes formes.

Quant aux ménages modestes et moyens et leurs familles, sur un total prévus d'environ 11 milliards, 6,140 milliards seront à leur charge et certainement pas de manière exceptionnelle.

Pour les plus aisés, rappelons qu'après toutes les largesses et les niches fiscales qui leur ont été accordées, la toute récente révision de l'ISF leur a procuré une baisse de 1,300 milliards de leur imposition. En leur conservant le bouclier fiscal en 2011 et 2012 qui équivalent à 700 millions d'euros, ont les fait provisoirement contribuer à hauteur de 980 millions d'euros. Jugeons du niveau du sacrifice !

Les entreprises sont sollicitées à hauteur de 2,900 milliards. Au vu des 17 milliards de réductions de charges sociales qui leur sont annuellement accordés (dont l'efficacité est sérieusement contestée) et les 80 milliards de profits du CAC 40 en 2010, ne représentent pas un grand poids pour elles.

Reste les classes moyennes et modestes qui paieront une fois de plus après avoir été déjà copieusement matraquées avec pour alibi la crise. Les mutuelles avec 1,1 milliard qui seront fatalement reportés sur les ressortissants, rendant pour un grand nombre plus difficile l'accès à une mutuelle, alors que le gouvernement les sollicite pour compenser les reculs qu'il impose à la sécurité sociale en multipliant les déremboursements et laissant filer les dépassements d'honoraires. Cette nouvelle taxation rendra plus difficile l'accès aux soins.

Taxes sur les tabac +6% en 2012 évaluée l'année prochaine à 600 millions d'euros soit trois fois plus que la contribution exceptionnelle réclamée aux riches.

Taxes sur les alcools forts et boissons sucrées sur fond de santé publique. N'aurait-il pas été plus judicieux de limiter le sucre dans ces boissons ?

Ce plan destiné avant tout à rassurer les marchés financiers créera davantage de pauvreté en réduisant la consommation des ménages et plus de chômage.

Telle est la politique que nous subissons avec l'équipe Sarkozy dans laquelle François Baroin joue un rôle important.

Pour la CGT si les salariés n'interviennent pas, les temps vont être difficiles pour eux.

Suite de la page 2 **Pas d'issue de secours**

A ces dépenses incompressibles s'ajoutent celles indispensables de nourriture, santé, habillement, rentrée scolaire etc...

Aussi celles imprévisibles à savoir problèmes de véhicule, de machine à laver etc...

Nous sommes demandeurs de meilleures conditions à fin de vivre décemment avec moins de stress et non seulement y survivre en ayant conscience que demander ne sera pas suffisant.

Suite de la 1er page **Edito**

on nous martèle à longueur de journaux ; « Il faut payer ! » Se serrer la ceinture. François Fillon en appelle à « l'unité nationale » autour de sa règle d'or.

Petit problème, ils oublient de dire que les deux tiers de l'endettement contracté par la France depuis 2002 sont le résultat cumulé de « petits cadeaux fiscaux » dont ont bénéficié les grands patrons, ceux qui singent les bons apôtres « Taxer-nous » histoire de montrer qu'on est dans le même bateau.

Pour l'emploi, la réindustrialisation, les salaires et retraites, la croissance, le désendettement, il besoin de prendre l'argent là où il est et de répartir la richesse autrement.

C'est pourquoi nous refusons la « règle de plomb » sarkozyste et le pacte « euro plus » qui organise l'austérité. C'est ce que nous dirons le 6 octobre à Troyes et ailleurs.

**Le gouvernement a
laissé faire**

**HAUSSE
DU GAZ
EXPLOSIVE !**



**L'UD et l'USR CGT Aube
ont mis en place un collectif
de veille et de suivi du
dossier ADMR.**

N'hésitez pas à le contacter:

Tél: USR 0325736625

L'UD 0325733847

Constats et propositions

En cette rentrée de septembre, Bernard Thibault s'est exprimé dans la presse. Il a réaffirmé avec détermination le point de vue de la CGT sur la situation sociale et économique du pays et proposé quelques idées fortes.

Il est sorti très remonté de son entretien avec le 1^{er} ministre. Il a dit tout le mal qu'il pense de son plan d'austérité inéquitable, injuste et inefficace. Il a prédit un jugement « féroce » sur le bilan de Sarkozy qui a détricoté les droits des salariés et retraités, attaqué le temps de travail et piétiné le dialogue social.

Pas question d'attendre sagement 2012 ! Les salariés, la population ont besoin de réponses immédiates.

Il est urgent de faire face à l'aggravation de ces agressions. Il est partisan d'une journée d'action début octobre. Il en a renouvelé la proposition à l'ensemble des organisations syndicale le 1^{er} septembre. Une telle journée a été décidée pour le 11 octobre, les modalités sont à débattre avec les salariés.

Il prédit **une catastrophe sociale si les salariés n'organisent pas une riposte**. En ce sens, il donne des pistes pour la mener.

Il manifeste de l'optimisme car les choses changent parfois plus vite que ne le prétendent les commentaires bien en cour. Le succès des luttes et des manifestations ne se décrètent pas d'avance, tout dépend de la conviction et de la volonté des salariés. C'est le rôle des syndicats de convaincre de l'utilité de leur intervention dans l'action revendicative. C'est tant mieux ! Même le journal « le Monde » titrait quelques jours avant mai 1968 : « la France s'ennuie ! » et patatras, la suite on connaît.

La crise créée par la finance a transformé la dette privée en dette publique que l'on fait régler à la population. Elle sert aussi de prétexte à la droite et au MEDEF pour réaliser son vieux rêve d'en finir au maxi-



mum avec les acquis sociaux, les droits des salariés et privatiser les services publics.

Une intervention des salariés et des victimes est indispensable.

Syndicalement, la CGT table sur un cadre unitaire ; A défaut, elle prendrait ses propres initiatives.

Cette fameuse dette ne résulte pas de trop de dépenses sociales mais du manque de rentrées causée par les cadeaux fiscaux faits aux plus riches et évasions fiscales.

La CGT estime qu'actuellement le nécessaire n'est pas fait pour ré-

colter les recettes disponibles dans les caisses de l'État.

Dans toute l'Europe, la Confédération européenne des syndicats a condamné la politique similaire des gouvernements.

Résultat : des luttes se développent en Grèce, en Espagne, en Italie. Elles se préparent en Roumanie, en Belgique, en Grande Bretagne.

Les solutions à la crise viendront de l'immense majorité qui en souffre. Bref nous ne sommes pas isolés !

Les dix exigences de la CGT pour la rentrée

- 1- Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les politiques salariales des entreprises et donner des moyens d'intervention aux salariés sur le bien-fondé et l'usage de ces aides.
- 2- Supprimer les exonérations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires.
- 3- Agir sur les salaires dans le privé et dans le public; ouverture immédiate des négociations annuelles obligatoires (NAO) par anticipation au titre de 2012 SMIC à 1700 euros brut.
- 4- Développer les politiques publiques, et notamment donner les moyens indispensables aux politiques d'éducation, de santé, de recherche.
- 5- Stopper les suppressions d'emplois, voire créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics.
- 6- Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements en élargissant le pouvoir d'intervention des salariés; majoration des cotisations sociales sur les emplois précaires; élargissement de l'assiette des cotisations et contribution sociales aux primes, stock-options et à l'intéressement.
- 7- réformer la fiscalité en profondeur : améliorer la progressivité de l'impôt sur le revenu et création de tranches pour les hauts revenus; augmenter l'ISF; supprimer les niches fiscales inutiles taxer et ou soumettre à cotisation s tous les revenus sans distinction; alléger le poids des impôts indirectes telle la TVA.
- 8- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduit pour favoriser l'investissement productif.
- 9- Aux plans européen et international, taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- 10- Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.